



საქპატენტი  
საქართველოს ინტელექტუალური  
საქპატენტი  
**SAKPATENTI**  
NATIONAL INTELLECTUAL PROPERTY  
CENTER OF GEORGIA  
[www.sakpatenti.org.ge](http://www.sakpatenti.org.ge)

CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE  
LA GÉORGIE (SAKPATENTI)



**OMPI**

ORGANISATION MONDIALE  
DE LA PROPRIÉTÉ  
INTELLECTUELLE

---

## COLLOQUE

---

**WIPO/GEO/TBS/23/INF/2**

**ORIGINAL : ANGLAIS**

**DATE : 2 JUIN 2023**

## Colloque mondial sur les indications géographiques

organisé par  
l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

et

le Centre national de la propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)

**Tbilissi (format hybride), 14 – 16 juin 2023**

### INFORMATIONS SUR LES CONFÉRENCIERS

*établies par le Bureau international de l'OMPI*

### NURIA ACKERMANN



Nuria Ackermann travaille pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU/DI) depuis 2008. Elle est la conseillère technique principale du projet PAMPAT Tunisie, qui promeut les labels de qualité liés à l'origine, le marketing territorial et l'accès aux marchés pour les produits agroalimentaires de terroir. Elle a également travaillé à la conception et à la mise en œuvre de projets de développement rural et du secteur privé en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest et dans la région arabe.

Titulaire d'un master en gestion des affaires internationales et d'un master en sciences politiques, Mme Ackermann est l'auteur de différentes publications sur la promotion des exportations, les clusters, les indications géographiques et la promotion des produits alimentaires liés à l'origine.

### DUYGU AKTAS



Duygu Aktas est la coordonnatrice des projets sociaux commerciaux de Hepsiburada.com, la principale société de commerce électronique de Turquie, où elle dirige le premier programme du pays sur les indications géographiques (HepsiTürkiye'den ou "Tous de Turquie"), ainsi qu'un programme d'autonomisation dans le domaine technologique s'adressant à plus de 40 000 femmes entrepreneurs. Mme Aktas est responsable de l'orientation stratégique, de la vision et de la croissance des programmes phares de Hepsiburada. Un des aspects clés des programmes consiste à

aider les producteurs et les femmes entrepreneurs locaux à développer leurs activités grâce au commerce électronique.

Avant de rejoindre Hepsiburada.com, Mme Aktas a commencé sa carrière comme spécialiste marketing auprès du groupe catalan Serhs, avant de décider de se réorienter vers le secteur de la distribution. Elle a dans un premier temps été acheteuse chez Metro Group AG à Istanbul, où elle a acquis de l'expérience dans différentes catégories et travaillé avec de grandes marques nationales et internationales. Elle a plus de 18 ans d'expérience dans les domaines du tourisme, du marketing, de la distribution et du commerce électronique.

Mme Aktas a obtenu une licence avec mention à l'Université métropolitaine de Cardiff (Royaume-Uni). Pendant ses études, elle a travaillé au tribunal de paix de Cardiff et au Conseil gallois de la santé comme interprète pour les réfugiées turques accueillies dans des cliniques pour femmes. Après ses études au Royaume-Uni, elle s'est installée en Espagne, où elle a fait des études d'espagnol à l'Université de Saragosse, après quoi elle est retournée en Turquie, où elle a travaillé dans le secteur des voyages et de la distribution depuis. Mme Aktas figurait parmi les finalistes de l'Entrepreneurship Award 2019 du British Council.

### MARTÍN ÁLVEZ



Martín Andrés Álvez Lemos est ministre conseiller à la mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres organisations internationales actives dans le domaine économique à Genève. En 2022, il a été nommé coordonnateur régional du GRULAC à l'OMPI et est responsable de la coordination depuis lors.

Depuis son entrée au Ministère uruguayen des affaires étrangères en 2007, il a travaillé à la Direction des relations économiques et des négociations internationales, il a présidé le Comité national de facilitation

du commerce et, plus récemment, il a occupé les fonctions de directeur des organisations économiques internationales à la Direction générale des affaires économiques internationales.

Il a été en poste à l'étranger à l'ambassade de l'Uruguay en Belgique et à la mission uruguayenne auprès de l'Union européenne en qualité de représentant adjoint auprès de l'Organisation mondiale des douanes. Son dernier poste a été celui de Consul général de l'Uruguay à Guangzhou, dans la province chinoise du Guangdong, de 2018 à 2021.

#### AIDYN ARTYKOVA



Aidyn Artykova est une avocate kazakhe spécialisée en propriété intellectuelle. Elle est directrice adjointe de l'Office des brevets du Kazakhstan (Institut national de la propriété intellectuelle du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan) depuis 2021.

Elle travaille à l'Office des brevets du Kazakhstan depuis une vingtaine d'années. Elle est membre des groupes de travail sur les travaux dans le domaine législatif au Kazakhstan. Elle a participé à la ratification du Protocole de Madrid, du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), du Traité de Singapour sur le droit des marques (STLT), du Traité sur le droit des brevets (PLT), de l'Accord de partenariat renforcé avec l'Union européenne et d'autres accords internationaux. On lui doit le dictionnaire terminologique kazakhe-russe-anglais de la propriété intellectuelle.

Elle est également l'auteur d'un certain nombre de publications sur les indications géographiques et les appellations d'origine des produits. Elle est diplômée de l'Université nationale kazakhe Al-Farabi, de l'Institut kazakh du droit et des relations internationales, et du King's College de Londres.

#### PHILIPPE BARDET



Philippe Bardet est le Directeur de l'Interprofession du Gruyère depuis 1998.

Le dossier Gruyère a occupé une partie de son activité avec la mise en place de la Charte du Gruyère puis la création de l'Interprofession du Gruyère en 1997, qui a permis de préparer la fin de l'Union suisse du commerce de fromage (USF). Avec le soutien du comité et des délégués, il a participé au développement de la structure marketing, de celle de la gestion globale de la qualité et de la quantité du Gruyère AOP ainsi que la défense politique et juridique de l'entier du dossier d'appellation d'origine protégée.

Après des études en agronomie à la Haute école de Zollikofen, M. Bardet est entré dans la vie active auprès des organisations agricoles. Tout d'abord l'Union suisse des paysans à Brugg, puis la Chambre vaudoise d'agriculture à Lausanne et Agora, organisation romande des métiers de la terre. Dans ce cadre, il a effectué plusieurs mandats et s'est occupé de dossiers de défense et de promotion de l'agriculture, avec comme point d'orgue la mise sur pied du brunch à la ferme du 1<sup>er</sup> août ou encore l'élaboration des prémices de la production intégrée IP-SUISSE, connue aujourd'hui sous le label Coccinelle.

NOÉMIE BEIGBEDER



Noémie Beigbeder est cheffe d'équipe pour les accords de partenariat économique et les indications géographiques du groupe AGRI.G.1 – Questions globales, OMC et relations avec les pays ACP de la Direction générale Agriculture et développement rural de la Commission européenne.

IRENE CALBOLI



Irene Calboli est professeure de droit à la faculté de droit de l'Université A&M du Texas, chercheuse à la faculté de droit de l'Université de Genève, professeure résidente à l'Université des sciences sociales de Singapour, maître de recherche à la faculté de droit de Melbourne et membre émérite de la faculté de droit et d'économie de l'Université royale du Cambodge.

Ses travaux de recherche actuels portent principalement sur les marques, les indications géographiques et les recoupements entre propriété intellectuelle et commerce international.

Mme Calboli est membre du Comité de rédaction du *Queen Mary Journal of Intellectual Property*, du *Journal of Intellectual Property Law and Practice* (Oxford) et des *Colloquium Papers* publiés conjointement par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Organisation mondiale du commerce. Membre élue de l'American Law Institute et membre associée de la Singapore Academy of Law, elle siège actuellement au Conseil de l'International Law Association (Singapore Branch), au Conseil d'administration de la European Policy for Intellectual Property Law Association et au Comité des lois et règlements de l'Association internationale pour les marques. Elle a assuré la précédente présidence de la branche droit de l'art de l'Association of American Law Schools (AALS) et siège actuellement aux comités exécutifs des branches droit de l'art et droit comparé de l'AALS. Mme Calboli a occupé des postes de professeure résidente dans plusieurs universités d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie et travaille actuellement comme spécialiste pour le Fulbright Specialist Program (2017-2020).

Elle est diplômée de l'Université de Bologne, de la London School of Economics and Political Science et de l'Université Queen Mary de Londres et a fait un stage au cabinet du président de la Cour de justice des Communautés européennes, le juge Mancini.

Mme Calboli est l'auteur de *Geographical Indications at the Crossroads of Trade, Development, and Culture* (Cambridge University Press, 2017, avec Ng-Loy W.L.); *Exhausting Intellectual Property Rights: A comparative Law and Policy Analysis* (Cambridge University Press, 2018, avec S. Ghosh); *The Protection of Non Traditional Trademarks: Critical Perspectives* (Oxford University Press, 2018, avec M. Senftleben); et de *The Cambridge Handbook of International and Comparative Trademark Law* (Cambridge University Press, à paraître en 2020, avec Jane C. Ginsburg).

### FERNANDO CANO TREVIÑO



M. Cano Treviño est le représentant pour l'Europe du Conseil de réglementation de la tequila, poste qu'il occupe depuis plus de 18 ans.

M. Cano Treviño s'est vu confier la responsabilité de représenter le Conseil de réglementation de la tequila au sein de forums et organisations internationaux de premier plan. Il a joué un rôle crucial de plaidoyer en faveur de la protection de l'appellation d'origine Tequila au sein d'entités influentes telles que l'OMPI, l'OMC et la Commission européenne. Dans le cadre de ses échanges avec ces organes éminents, il a pu influencer sur les cadres réglementaires et politiques, facilitant ainsi la croissance et l'élargissement de la présence de la tequila sur les marchés mondiaux.

M. Cano Treviño est chargé de vérifier la conformité de la commercialisation de la tequila en Europe avec la norme officielle mexicaine pour la tequila en menant des activités de vérification et d'inspection auprès des importateurs et opérateurs européens. M. Cano est aussi chargé de diriger les activités de formation et les activités éducatives sur la culture de la tequila en Europe. Après avoir dirigé les bureaux du Conseil de réglementation de la tequila à Madrid (Espagne) à partir de 2005 et à Bruxelles (Belgique) en 2007, il a finalement rejoint en 2010 le bureau du Conseil de réglementation de la tequila pour l'Europe à Genève (Suisse).

Après avoir obtenu une licence en droit avec mention de la Universidad del Valle de Mexico en 2000, il a suivi plusieurs cours qui l'ont amené à se spécialiser dans le droit de la propriété industrielle, plus précisément dans le domaine des appellations d'origine. Il est titulaire d'un diplôme en propriété intellectuelle (marques, dessins et modèles industriels et appellations d'origine) du Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle (CEIPI) de Strasbourg (France).

Depuis 2007, M. Cano est membre du Comité exécutif de l'Organisation pour un réseau international d'indications géographiques (oriGIn). Il a précédemment travaillé, de 2000 à 2004, en tant que conseiller en propriété industrielle à la Direction des relations internationales de l'Institut mexicain de la propriété industrielle (IMPI), qui relève du Ministère de l'économie.

### RICCARDO DESERTI



Riccardo Deserti est le Président de l'Organisation pour un réseau international d'indications géographiques (oriGIn), l'alliance mondiale des indications géographiques. Directeur général de Consorzio Parmigiano Reggiano depuis 2012, Riccardo est responsable de la gestion générale de l'organisation.

Avant cela, M. Deserti a travaillé au Ministère italien des politiques agricoles, alimentaires et forestières, où il a notamment occupé les postes de chef du secrétariat technique du ministre et de directeur général de la qualité des produits agricoles et des indications géographiques. Il a également été président-directeur général de Nomisma SpA, un important institut italien de recherche économique.

Riccardo est titulaire d'un diplôme de sciences agricoles de l'Université de Bologne.

### MARIAMA DIEME



Mariama Diémé est chargée du développement organisationnel et du suivi-évaluation du projet “Appui à la mise en place d’une indication géographique sur le madd de Casamance et à la structuration de sa chaîne de valeur” à l’ONG sénégalaise Économie Territoires Développement Services (ETDS).

Mme Diémé est ingénieur agroalimentaire spécialisée en technologies de transformation des produits locaux et en organisation des filières. Elle est également spécialisée en mise en place et gestion de la qualité dans les entreprises agroalimentaires. Elle a une expérience de 3 ans dans l’organisation des acteurs, l’encadrement des chaînes de valeurs agroalimentaires et la commercialisation des produits locaux en Casamance (Sénégal), à travers notamment la gestion de la plateforme économique intégrée de Bignona.

Recrutée depuis un an par ETDS, elle a mis son expérience et sa connaissance du secteur agroalimentaire en Casamance au service du projet de labellisation du madd de Casamance en indication géographique soutenu par l’OMPI, la FAO et le programme facilité IG lancé par l’Agence française de développement (AFD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Elle a pris part, grâce à l’OMPI, à la formation avancée sur les indications géographiques (InterGI 2022) organisée à Guérande par le CIRAD en collaboration avec REDD+ (réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement). Cette expérience lui a permis d’approfondir ses connaissances sur le management et la gestion d’un organisme de défense et de gestion, de même que sur les stratégies de promotion des produits sous indication géographique.

### RENÉ CLAUDE ELOGO METOMO



René Claude Metomo Elogo est président du groupement représentatif du poivre de Penja, qui a obtenu le statut d’indication géographique protégée en 2011. L’association offre soutien et formation professionnelle aux acteurs du secteur du poivre de Penja au Cameroun.

M. Metomo Elogo, expert passionné de la culture du poivre de Penja, est l’un des principaux producteurs de ce poivre du pays et pionnier de son processus de certification.

Le poivre de Penja est le premier produit d’Afrique subsaharienne protégé en tant qu’indication géographique, et le premier produit de la région de l’Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) à être reconnu comme indication géographique protégée par l’Union européenne. Il est considéré depuis une dizaine d’années comme un des meilleurs poivres au monde.

Parallèlement à son poste actuel, en 2022, il est également devenu vice-président de l’Association Terroirs du Moungo, qui se spécialise dans la promotion des produits du terroir de la région camerounaise du Moungo.

### LINSEY GALLAGHER



Linsey Gallagher est présidente et directrice générale de Visit Napa Valley, l'organisme officiel de gestion de destination de la Napa Valley, qui a pour mission de promouvoir, protéger et renforcer la position de la région en tant que destination touristique attrayante tout en rehaussant son image publique de lieu dynamique à visiter, où habiter et travailler.

Mme Gallagher a rejoint Visit Napa Valley en 2019, après avoir été pendant 10 ans vice-présidente chargée du marketing international au California Wine Institute. Elle a acquis son expérience du secteur viticole à E. & J. Gallo Winery, ayant auparavant travaillé à l'émission télévisée Today Show de la NBC et à General Electric Capital Services. Le *North Bay Business Journal* l'a nommée parmi les principales femmes entrepreneurs de North Bay en 2020. Elle s'est également vu décerner le Influential Women Leaders Award de cette publication en 2022. Elle siège aux conseils d'administration de Napa Valley Vine Trail, de Napa Green et du Children's Museum of Napa Valley.

Mme Gallagher a obtenu un diplôme de premier cycle de l'Université du Vermont et une maîtrise en administration des affaires de la Kellogg School of Management (Northwestern University).

### PRABUDDHA GANGULI



Prabuddha Ganguli est président-directeur général de VISION-IPR, sa société de conseil, qui offre des services de gestion des droits de propriété intellectuelle et des connaissances.

M. Ganguli est un expert de premier plan dans le domaine des droits de propriété intellectuelle qui offre ses conseils en matière de politiques d'innovation et de droits de propriété intellectuelle aux pouvoirs publics de plusieurs pays. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) fait appel à ses conseils depuis plus de 20 ans concernant les programmes liés à l'élaboration de politiques nationales de droits de propriété intellectuelle et au renforcement des capacités dans ce domaine dans plusieurs pays. Ses travaux sur les chaînes de valeur des indications géographiques sont devenus une référence en matière d'indications géographiques comme outil de développement socioéconomique et de clusters. Il a participé à plus de 50 publications dans des domaines techniques, à plus de 60 publications portant sur les droits de propriété intellectuelle, ayant notamment été invité à rédiger des chapitres sur des sujets spécialisés dans plusieurs ouvrages internationaux consacrés aux droits de propriété intellectuelle. Il est l'auteur de six ouvrages sur les droits de propriété intellectuelle.

M. Ganguli a été chargé de recherche à l'Université de Windsor (Canada), puis chercheur invité au Bhabha Atomic Research Centre pendant une brève période. Au cours des deux décennies suivantes, il a suivi un parcours peu conventionnel dans l'industrie, occupant diverses fonctions de direction, notamment dans le domaine de la recherche-développement, de la gestion stratégique des droits de propriété intellectuelle en entreprise, de la gestion d'usines, du transfert de technologie, des systèmes de gestion des connaissances en entreprise, de la gestion de la sécurité des informations d'entreprise et de la planification d'entreprise.

En février 2011, il a reçu le Chemtech Pharma-Bio World Award récompensant une contribution exceptionnelle dans le domaine de la propriété intellectuelle et en 2014, la communauté juridique indienne, groupée sous la dénomination LEGAL ERA, lui a décerné son Lifetime Achievement Award.

ALEXANDRA GRAZIOLI



Alexandra Grazioli est directrice chargée du Service d'enregistrement de Lisbonne au sein du secteur des marques et des dessins de l'OMPI. Elle supervise la gestion, le développement et la promotion du système de Lisbonne, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de projets relatifs aux indications géographiques. Depuis son entrée en fonction à l'OMPI en 2014, elle a travaillé en tant que conseillère principale puis comme directrice du Cabinet du Directeur général.

Avant d'entrer au service de l'Organisation, Mme Grazioli a travaillé à l'Institut fédéral suisse de la propriété intellectuelle, d'abord en tant qu'examinatrice de marques puis en tant que conseillère juridique principale, où elle était chargée de la coordination des questions relatives à l'OMPI et des négociations en matière d'indications géographiques. Enfin, elle a occupé le poste de conseillère responsable des questions de propriété intellectuelle à la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève. En tant que représentante et cheffe de la délégation de la Suisse, elle a participé à plusieurs réunions et négociations consacrées à tous les domaines de la propriété intellectuelle et à des questions relatives à la gouvernance et au budget de l'OMPI et de l'OMC (Accord sur les ADPIC et négociations du cycle de Doha).

MARCUS HÖPPERGER



Marcus Höpperger est directeur principal du Département des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques, Secteur des marques et des dessins et modèles de l'OMPI.

Depuis son entrée en fonctions à l'OMPI, M. Höpperger a occupé divers postes dans le domaine du droit international de la propriété industrielle, notamment celui de directeur du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

Il est actuellement le secrétaire du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT). Parmi ses précédentes missions, on peut citer la Conférence diplomatique de 2006 pour l'adoption du Traité de Singapour sur le droit des marques et la Conférence diplomatique de 2015 pour l'adoption de l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne concernant les appellations d'origine et les indications géographiques.

STEFANO INAMA



Stefano Inama est chef de l'assistance technique, au sein de la Division des pays africains et les moins avancés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à Genève (Suisse).

M. Inama a plus de 30 ans d'expérience dans le domaine du commerce et du développement, expérience acquise en qualité de conseiller auprès de pouvoirs publics et du secteur privé. Il a conçu et administré des programmes de renforcement des capacités en matière de recherche et de commerce en Asie, en Afrique et en Amérique latine, notamment dans le domaine de la législation et des politiques commerciales, des questions réglementaires et institutionnelles liées au commerce, se spécialisant en particulier dans les règles d'origine et l'accès aux marchés. Il a rédigé de nombreux articles sur ces sujets, ainsi que sur le rôle des indications géographiques comme outil de développement.



M. Inama dirige le programme de la CNUCED sur l'indication géographique pour les pays les moins avancés, qui est à l'origine de publications importantes telles que : *Geographical Indication Protection of Mozambique's Cabrito de Tete* (Protection de l'indication géographique du chevreau de Tete du Mozambique – à paraître), *The case for geographical indication protection of the Mozambique white prawn (L'argumentaire en faveur de la protection de l'indication géographique de la crevette blanche du Mozambique)* et *Le processus d'indications géographiques au Bénin.*

Il est l'auteur d'un des ouvrages analytiques les plus poussés sur les règles d'origine (*Rules of Origin in International Trade* [Cambridge University Press, 2e édition, 2022]) et le coauteur de *Rules of Origin in ASEAN: A Way Forward* et *The foundations of the ASEAN Economic Community* (Cambridge University Press, 2015).

M. Inama est titulaire d'un master et d'une maîtrise en droit de l'Université de Bologne et du Collège d'Europe de Bruges (Belgique). Il est professeur invité au Centre Robert Schuman d'études avancées de l'Institut universitaire européen, membre du projet ASEAN Integration Through Law du Center for International Law of Singapore et chargé de cours invité à l'Université Columbia.

#### FLAVIO INNOCENZI



Flavio Innocenzi est titulaire d'un MBA en relations internationales et diplomatiques, spécialisé en marketing stratégique à l'IMD de Lausanne (Suisse) depuis 1996. Avant de se plonger dans le monde de la propriété intellectuelle et des indications géographiques, il a occupé divers postes, notamment de directeur général et d'administrateur dans de grandes entreprises du secteur alimentaire et dans l'industrie des expositions.

Depuis 2010, il est directeur du Consortium de tutelle de l'AOP Asiago et, en décembre 2022, il a également été nommé directeur du Consortium des vins DOC Delle Venezie, la deuxième indication géographique la plus étendue d'Italie.

Il a été membre du Comité exécutif d'OrigIn à Genève. Depuis 2018, il représente les producteurs d'AOP-IGP de sa région, le Veneto, au sein d'AREPO, le réseau européen de régions et d'associations de producteurs de produits de qualité et d'origine.

#### ALLEN JOHNSON



M. Johnson occupe la fonction de conseiller principal pour les affaires internationales au Consortium for Common Food Names (CCFN). Depuis sa création en 2005, il est également président d'Allen F. Johnson & Associates (AFJ), société qui participe à des activités commerciales et de conseil en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe, en Asie et en Afrique pour le compte d'entreprises et d'associations professionnelles, ainsi que pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et des organisations internationales. Ces activités couvrent

tous les aspects des activités commerciales, tels que la planification stratégique, les évaluations commerciales et de marché, les analyses économiques et commerciales, les questions juridiques et réglementaires, ainsi que la résolution de problèmes pour le compte de clients et partenaires.

D'avril 2001 à septembre 2005, avant de fonder sa société, M. Johnson a été ambassadeur auprès du Bureau du représentant américain au commerce (USTR) du Bureau exécutif du président des États-Unis d'Amérique. Il y était responsable de la conduite de toutes les négociations en matière d'agriculture à l'échelle mondiale, régionale et bilatérale et de la

résolution des questions et différends bilatéraux, notamment concernant les nouvelles technologies, avec quasiment tous les partenaires commerciaux des États-Unis d'Amérique. Il a ainsi travaillé en étroite collaboration avec les organismes de réglementation des États-Unis d'Amérique, le Département de l'agriculture, le Département du commerce, le Département d'État, l'Agence de protection de l'environnement, la Food and Drug Administration et la Maison-Blanche et le Conseil de sécurité nationale, afin d'établir des règles et des politiques fédérales en matière de commerce international. Il a également beaucoup travaillé en consultation avec le Congrès, devant lequel il a notamment témoigné.

M. Johnson a une grande expérience du secteur privé en matière de gestion et de marketing dans les domaines de l'agriculture, des affaires et de la technologie, aux États-Unis d'Amérique et à l'étranger. Il a siégé à plusieurs conseils d'administration et participe à diverses activités entrepreneuriales et philanthropiques.

### TAMAS KIRALY



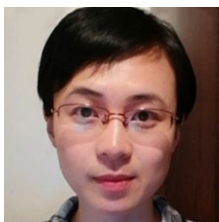
Tamas Kiraly travaille depuis plus de 13 ans dans le domaine de la propriété intellectuelle, où il a exercé diverses fonctions, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

M. Kiraly est titulaire d'un master en droit et d'un diplôme d'études cinématographiques. Il a commencé sa carrière dans un cabinet juridique international, après quoi il a travaillé pour le Ministère hongrois de la justice, dans le domaine des politiques de propriété intellectuelle et d'audiovisuel. Plus tard, il a été attaché en charge de la propriété

intellectuelle, de la protection des consommateurs et de la réglementation intelligente à la Représentation permanente de la Hongrie auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

En 2016, M. Kiraly a rejoint la Commission européenne, où il a d'abord exercé les fonctions de fonctionnaire juridique et politique, négociant le chapitre des accords de libre-échange consacré à la propriété intellectuelle. À l'heure actuelle, il gère les dossiers législatifs et non législatifs liés à la propriété intellectuelle, y compris la préparation du nouveau règlement européen sur les indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels.

### LAI YING



Lai Ying est directrice adjointe de la Division de l'examen V du Bureau des marques, qui fait partie de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de Chine (CNIPA). Son département est responsable de l'enregistrement, de la modification, de la cession, du renouvellement et de la radiation des marques collectives, des marques de certification et des indications géographiques. Mme Lai travaille au Bureau des marques depuis 2006. Elle est coauteur de *Chinese Industrial and Commercial*

*Administration Series – Trademark Registration and Management* et de *Understanding and Application of Trademark Law (2014)*.

Elle a assuré des formations dans le cadre du cours d'été sur la propriété intellectuelle organisé par l'OMPI et la Chine et a participé à la négociation de l'accord entre l'Union européenne et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur la coopération et la protection en matière d'indications géographiques. Elle a aussi participé à la préparation de l'exposition chinoise au Colloque mondial sur les indications géographiques de 2017.

Mme Lai a obtenu sa licence en droit économique international de l'Université des sciences politiques et du droit de la Chine orientale, et son master en droit de la propriété intellectuelle de l'Université des sciences politiques et du droit de la Chine.

ANTONIO LÓPEZ DE ÁVILA

Antonio López de Ávila est responsable mondial du Programme Tourisme pour le développement rural de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), conçu dans l'idée de faire du tourisme un moteur du développement rural et du bien-être. Ce programme a pour mission de renforcer le rôle du tourisme dans la promotion d'approches innovantes et transformatrices en matière de développement du tourisme dans les destinations rurales qui contribuent aux trois piliers de la durabilité – le pilier économique, le pilier social et le pilier environnemental –

conformément aux objectifs de développement durable.

Auparavant, M. López de Ávila a cofondé Tourism Data Driven Solutions, une société de conseil stratégique internationale axée sur les destinations touristiques intelligentes, dont le siège se trouve à Madrid (Espagne) et qui possède des filiales à Mexico City (Mexique), à Bogotá (Colombie) et à Shanghai (Chine), dont il a également été président-directeur général. Il est membre du Réseau de destinations touristiques intelligentes d'Espagne.

Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'OMT en matière d'innovation et de technologie en 2017, il a dirigé l'initiative de destinations touristiques intelligentes en Espagne en qualité de président-directeur général de SEGITTUR de 2012 à 2017. Cette initiative a reçu les deux plus importantes distinctions à l'échelle mondiale : le prix Ulysse 2018 de l'OMT récompensant l'innovation dans le domaine de la recherche et des technologies et le prix Global Champion 2019 du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC).

M. López de Ávila est également professeur de gestion de l'innovation, et il a été directeur de l'initiative Innovation dans les voyages et le tourisme à IE University de 2008 à 2011 et de 2017 à 2019. Conférencier international depuis 2008, il a participé à des conférences organisées par l'Union européenne, l'OMT, le WTTC, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, entre autres entités.

Il est coauteur de l'ouvrage intitulé *Smart Tourism Destination: Building the Future*, dont il a assuré la coordination en 2015 pour le compte du Ministère espagnol de l'industrie, de l'énergie et du tourisme, et il a publié de nombreux articles et revues scientifiques. Il a obtenu un master en administration des affaires pour cadres de la IE Business School et une licence en droit de l'Université de Las Palmas de Gran Canaria (Espagne).

MERY MACHARASHVILI

Mery Macharashvili dirige le Département des marques, des indications géographiques et des dessins et modèles du Centre national de la propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI). Elle est responsable du développement du système d'indications géographiques et de la protection des indications géographiques au niveau national et international.

Elle accumule plus de 15 ans d'expérience professionnelle auprès de différents organismes administratifs, parmi lesquels le Ministère géorgien des finances, l'Agence de développement du service public qui relève du Ministère géorgien de la justice et SAKPATENTI. Elle a participé à divers projets globaux d'harmonisation de la législation géorgienne avec la réglementation de l'Union européenne. Elle travaille actuellement sur les réformes en cours du système géorgien d'enregistrement des indications géographiques.

Mme Macharashvili est titulaire d'un master en droit de l'Université d'État de Tbilissi et d'un master en politique publique de l'Institut national de hautes études politiques de Tokyo (Japon).

PILAR MONTERO



Pilar Montero est professeure dans le Département de droit commercial de l'Université d'Alicante, spécialisée en droit de la propriété intellectuelle et de la concurrence. Elle est directrice du *Magister Lvcentinvs*, master en propriété intellectuelle et innovation numérique à l'Université d'Alicante et codirectrice du Séminaire international sur les indications géographiques d'Alicante. Elle fait partie de l'équipe de droit commercial d'Alicante sur les indications géographiques et est responsable du diplôme universitaire intitulé "Diplôme spécialisé en sélection végétale et labels qualité" de l'Université d'Alicante.

Elle est en outre membre du groupe d'experts de l'Observatoire de l'Union européenne sur l'économie des plateformes en ligne et du Groupe d'experts juridiques de l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle (EUIPO) sur les mesures législatives relatives aux infractions en ligne. Elle est également conseillère non gouvernementale auprès de l'Administration nationale chargée de la concurrence. Mme Montero travaille par ailleurs comme expert en propriété intellectuelle auprès du Parlement européen et de différentes institutions nationales, européennes et internationales.

Mme Montero a publié différents ouvrages et articles dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la concurrence et de la numérisation. Ses publications les plus récentes sont : un ouvrage intitulé *Denominaciones de Origen e Indicaciones Geográficas* (Appellations d'origine et indications géographiques) (2016), et différents articles, comme suit : *Signos distintivos de calidad para productos no agrícolas* (Labels qualité et produits non agricoles) (2018), *El nuevo régimen de las marcas colectivas* (Le nouveau cadre juridique des marques collectives) (2019), *Desafíos de la digitalización para el derecho de la competencia* (Les défis de la numérisation pour le droit de la concurrence) (2019), *Plataformas digitales y competencia desleal* (Plateformes numériques et concurrence déloyale) (2020); *Towards a core unitary legal regime for Geographical Indications in the European Union digital market* (Vers un régime juridique unifié concernant les indications géographiques sur le marché numérique de l'Union européenne) (2021); *L'évolution des signes distinctifs de qualité en Espagne* (2022); *Geographical Indications and sustainable development* (Indications géographiques et développement durable) (2022); *The regulatory challenge of a digital platform economy* (Le défi réglementaire d'une économie de plateformes numériques) (2023).

MAGUI NNOKO



Magui Koubitobo Nnoko est coordonnatrice de projets à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Elle est ingénieure et titulaire d'un master en administration des affaires pour cadres en gestion stratégique. Elle a plus de 16 ans d'expérience dans le domaine des politiques de développement industriel et technologique et de la gestion de projets.

Mme Koubitobo Nnoko a travaillé pendant quelques années dans les secteurs privé et humanitaire avant de rejoindre les pouvoirs publics de son pays, où elle a été responsable pendant plus de 10 ans des stratégies en matière de propriété intellectuelle et d'innovation technologique.

Depuis 2018, au sein de l'OAPI, elle est responsable des projets de développement fondés sur l'exploitation et la valorisation des indications géographiques, des variétés végétales, des marques collectives et des brevets. Elle dirige le programme d'appui à l'enregistrement de plus de 10 nouvelles indications géographiques dans les États membres de l'OAPI.

NANCY OMELKO



Nancy Omelko est actuellement conseillère principale pour les marques en politique internationale au sein du Bureau de la politique et des affaires internationales de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO). Elle est spécialisée dans le droit international et national des marques, se consacrant en particulier aux indications géographiques.

Mme Omelko a également travaillé pendant deux ans comme attaché chargé de la propriété intellectuelle au Bureau du représentant pour les questions commerciales des États-Unis d'Amérique auprès de l'OMC, à Genève (Suisse). Elle participe aux débats bilatéraux et multilatéraux avec différents pays dans le monde. Au cours de son mandat à l'USPTO, elle a occupé les fonctions d'administratrice des requêtes auprès du Bureau du commissaire des marques, d'avocate spécialisée en motions auprès de la Commission des audiences et recours en matière de marques et, en tant qu'examinatrice spécialisée dans les marques de certification, elle vérifiait les demandes de marques de service.

VALÉRIE PIEPRZOWNIK



Valérie Pieprzownik est experte en indications géographiques dans la Division Alimentation et nutrition de la FAO.

Elle a rejoint la FAO début janvier 2023. Avant cela, elle a travaillé au Ministère français de l'agriculture où, à la tête du Bureau Vin et autres boissons, elle se consacrait à l'économie du secteur viticole et où elle a également dirigé pendant de nombreuses années le Bureau Qualité, responsable à ce titre de tous les modes officiels de valorisation des produits, y compris les indications géographiques et les produits de l'agriculture biologique.

Elle est titulaire d'un master en droit et d'un master en ingénierie agricole et de l'environnement.

LUIS FERNANDO SAMPER



Luis Fernando Samper est actuellement directeur de 4.0 Brands (Colombie) et responsable de la durabilité à OriGIn. Il a plus de 25 ans d'expérience dans le domaine des indications géographiques, de la gestion des marques et de la durabilité. Luis Samper a pour ambition de créer de la valeur collective en tirant parti des stratégies de propriété intellectuelle, de durabilité et de gestion des marques.

Ces dernières années, Luis a travaillé comme consultant dans le contexte de projets d'indications géographiques et de commercialisation collective en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe, couvrant différents produits dans le cadre de projets financés par l'OMPI, l'EU IPO, la FAO, l'Union européenne, le CCI et d'autres organismes internationaux de premier plan, ainsi que par des associations professionnelles et des conseils régulateurs. Ses activités de conseil couvrent également des sujets tels que la stratégie et l'évaluation en matière de propriété intellectuelle.

Auparavant, il a dirigé avec succès la stratégie mondiale de commercialisation et de propriété intellectuelle de Café de Colombia, qui visait notamment à obtenir le statut de marque de certification aux États-Unis d'Amérique et au Canada et à défendre et faire reconnaître Café de Colombia en tant qu'indication géographique protégée dans l'Union européenne et en Suisse. Café de Colombia est ainsi devenu la première indication géographique non européenne à obtenir cette reconnaissance. Il a en outre coordonné le lancement des rapports de durabilité de Café de Colombia, publiés depuis 2011.

M. Samper est également coauteur de plusieurs publications, parmi lesquelles le document technique de l'OMPI sur la contribution des actifs incorporels dans la chaîne de valeur du café, le Manuel sur les indications géographiques en Afrique de l'UIPO/AfrIPI et l'ouvrage intitulé *Juan Valdez, the Strategy behind the brand* (Juan Valdez, la stratégie derrière la marque). Il est aussi l'auteur principal de la boîte à outils et du guide que publieront en 2023 la FAO et OriGIn sur la stratégie de durabilité en matière d'indications géographiques. Il a également participé à des articles scientifiques publiés dans des revues internationales, telles que *Food Policy* et *Journal of the Commons*.

M. Samper a été président d'OriGIn entre 2006 et 2009. Il a été invité par l'Union européenne, l'OMPI, l'INTA, l'ASIPI et plusieurs associations nationales de propriété intellectuelle à participer à des conférences, séminaires et forums sur les indications géographiques dans les Amériques, en Afrique, en Asie et en Europe.

### KITIYAPORN SATHUSEN



Kitiyaporn Sathusen est directrice de l'Office des indications géographiques qui relève du Département de la propriété intellectuelle du Ministère thaïlandais du commerce.

Mme Sathusen a une vaste expérience dans le domaine de la propriété intellectuelle, ayant occupé de nombreuses fonctions différentes dans le cadre de coopérations aussi bien nationales qu'internationales. Elle a notamment été directrice de l'Office des dessins et modèles industriels, cheffe de la Division des relations publiques et cheffe de la Division des relations internationales pour la coopération avec l'OMPI.

En qualité de directrice de l'Office des indications géographiques, elle est responsable de tous les aspects de la protection des indications géographiques, notamment l'enregistrement, le contrôle de la qualité et la promotion. Elle a collaboré avec le secteur public et le secteur privé afin de promouvoir l'enregistrement de produits locaux comme indications géographiques, en partant du principe que l'indication géographique peut être un outil utile pour créer de la valeur et des perspectives commerciales pour les communautés locales.

### RAIMONDO SERRA



Raimondo Serra est directeur adjoint de l'unité Asie et Australasie de la Direction générale Agriculture et développement rural de la Commission européenne. Il dirige l'équipe chargée de négocier les composantes portant sur l'agriculture de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie.

Au cours de ses 27 ans de carrière à la Commission, entièrement consacrée aux questions liées à l'agriculture, M. Serra a exercé différentes fonctions au siège bruxellois et en Chine, où il a été conseiller de l'Union européenne en matière d'agriculture de 2006 à 2010. Il a été le négociateur principal de l'Union européenne pour les composantes relatives à l'agriculture et aux indications géographiques de divers accords de libre-échange, notamment l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Équateur, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique (PTCI), l'Accord de partenariat économique UE-Japon et l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande.

Plus récemment, il a été directeur adjoint de l'unité responsable des vins, des spiritueux et des produits horticoles et, dans le contexte de la réforme de la politique agricole commune de

l'après-2020, il a coordonné les travaux sur la réglementation de l'organisation commune des marchés.

M. Serra est titulaire d'une licence avec mention assez bien en science politique de l'Università degli Studi di Cagliari et d'un master en droit et politiques de l'Union européenne de la Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (S.I.O.I.) de Rome.

#### EWELINA SLIWINSKA



Ewelina Sliwinska est membre principale du Département juridique de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) et de l'équipe de conseil pour les questions relatives aux indications géographiques.

Mme Sliwinska, avocate originaire de Pologne, travaille depuis 13 ans à l'EUIPO. Elle a notamment été cheffe du secteur Décisions, cheffe d'équipe et référente pour les décisions fondées sur des motifs relatifs au sein du Département Opérations.

Elle est inscrite au barreau de Varsovie et avant de rejoindre l'EUIPO, elle a travaillé comme avocate spécialisée en propriété intellectuelle dans des cabinets juridiques. Ses domaines de compétences comprennent l'examen des demandes d'enregistrement de marques et la prise de décision en la matière, les indications géographiques, les conseils en matière de propriété intellectuelle, les contentieux et le développement des pratiques de propriété intellectuelle de l'EUIPO.

Mme Sliwinska est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université de Gdansk (Pologne) et d'un diplôme d'études universitaires supérieures en droit de la propriété intellectuelle de l'Université de Varsovie (Pologne), ainsi que d'une maîtrise de droit de l'Université de Düsseldorf (Allemagne).

#### ANTONY TAUBMAN



Antony Taubman occupe depuis 2009 les fonctions de directeur de la Division de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la concurrence de l'OMC, dans le cadre desquelles il est responsable d'un large éventail d'activités de l'Organisation dans ces domaines, notamment la coordination des points de synergie entre la santé publique, la politique commerciale et le système de propriété intellectuelle, une importance particulière étant accordée à la riposte internationale à la pandémie de COVID-19. De 2002 à 2009, il a dirigé la Division des questions mondiales de propriété intellectuelle de l'OMPI (qui inclut la Division des savoirs traditionnels et le Programme des sciences de la vie), qui couvre la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore, aux sciences de la vie, ainsi que les problématiques mondiales connexes, notamment la santé publique et le climat, l'environnement, les changements climatiques, les droits humains, la sécurité alimentaire, la bioéthique et les questions autochtones. Avant cela, il occupait un autre poste à l'OMPI en lien avec la coopération au développement en Asie et dans le Pacifique, la refonte du programme et budget et l'élaboration de politiques.

Sa carrière diplomatique au sein du Ministère australien des affaires étrangères et du commerce l'a mené au poste de directeur de la propriété intellectuelle à l'échelle internationale, dans le cadre duquel il a participé aux négociations multilatérales et bilatérales portant sur les questions de propriété intellectuelle, d'élaboration de politiques nationales, de coopération régionale et de règlement des litiges en lien avec les ADPIC. Auparavant, il a pris part à l'élaboration de la politique de désarmement et aux négociations relatives à la Convention sur

les armes chimiques, a occupé des fonctions à l'Ambassade d'Australie à Téhéran, en tant que chargé de mission adjoint, et à La Haye en tant que représentant suppléant auprès de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et président du groupe d'experts sur la confidentialité, dans le cadre du système de contrôle du respect des engagements de désarmement.

En 2001, il a intégré le Centre australien de propriété intellectuelle dans le secteur agricole et la faculté de droit de l'Australian National University, où il a enseigné le droit international de la propriété intellectuelle et mené des recherches sur ce thème. Il a également occupé des postes dans l'enseignement de troisième cycle dans plusieurs facultés de droit (Université de Melbourne, Université américaine, Université de technologie du Queensland, Université d'Édimbourg...) et contribué à de nombreux programmes pédagogiques et de formation. En 2008, la Fondation Rockefeller lui a octroyé une bourse dans le cadre de son Programme de résidence du centre Bellagio pour son travail sur l'Accord sur les ADPIC et les questions de politiques publiques. Il est l'auteur de multiples publications sur l'Accord sur les ADPIC, le droit international de la propriété intellectuelle et les politiques connexes, et s'intéresse à la santé publique, aux politiques concurrentielles et à l'économie numérique.

Il a par ailleurs exercé en tant que conseil en brevets dans le secteur privé, dans le domaine du droit des brevets, des marques et des dessins et modèles à Melbourne, dans les années 1980. Il s'est formé à divers domaines au cours de ses études supérieures : sciences informatiques, mathématiques, ingénierie, langues anciennes, philosophie, relations internationales, droit et théologie; il a aussi enseigné la philosophie de la Grèce antique à l'Université de Melbourne.

#### ADRIENNE THOMPSON



Adrienne Thompson est directrice adjointe du service d'enregistrement de la propriété industrielle à l'Office jamaïcain de la propriété intellectuelle (JIPO), où elle supervise les directions des marques, des dessins et modèles, des indications géographiques et des brevets.

Mme Thompson est une avocate qui possède plus de 16 années d'expérience professionnelle dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle et de la recherche en chimie thérapeutique. Elle est inscrite au barreau jamaïcain depuis 2013, autorisée à pratiquer auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique depuis 2009 et dans l'État du Missouri depuis 2008.

Elle est titulaire d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université Tulane (Louisiane) et d'une licence en biochimie de Vassar College (New York).

[Fin du document]